

# initiatives pour la Paix et la Démocratie

BELGIQUE - BELGIE
P.P.
1/7605

Bureau de dépôt de  
Bruxelles 5

Périodique mensuel  
août 99

Édité par la CNAPD-Avec

ÉDITEUR RESPONSABLE:  
DENIS GRÉGOIRE 82 RUE DU VIVIER - 1050 BRUXELLES



## Kosovo Info Press - N° 3

### Un nouveau Mac-carthysme est-il né?

G. Berghzen  
Rue Rabelais, 317  
1050 Bruxelles.

Certains intellectuels, auto-proclamés défenseurs des droits de l'homme, n'hésitent pas à franchir le pas. Pour eux, s'opposer à la guerre menée par l'OTAN contre la Serbie revient à nier l'épuration ethnique subie par le peuple kosovar. Plus fort encore, notre attitude antibelliciste nous condamne à rejoindre le camp des antisémites et autres fascistes.

Le raccourci est déconcertant. S'il ne relevait que de quelques esprits sous le coup de l'émotion à la suite des terribles images du Kosovo, ce ne serait pas trop grave. Moins naïvement, il faut constater que ces plumes s'inscrivent dans la lignée d'un courant intellectuel actif en France et en Italie, notamment. Cette tendance réunit de prestigieux écrivains, philosophes et universitaires, dont certains ont pu s'exprimer récemment au cours d'un colloque consacré à l'"Anti-américanisme". Tout un programme!

Dans leur ligne de mire, ceux qui contestent les fondements de la mondialisation de l'économie. Ces penseurs, dignes héritiers du positivisme, manifestent une foi inébranlable dans la science, les nouvelles technologies et les institutions internationales, du moins celles qui ont démontré leur efficacité (OTAN, FMI, Banque mondiale). A la tête de ce fabuleux mouvement vers le progrès, on retrouve les États-Unis. Mi-héros, mi-chevalier blanc, l'oncle Sam incarne l'idéal des droits de l'homme et se fait le défenseur de toutes les libertés. En découle une lecture angélique de l'histoire qui présente les États-Unis comme le libérateur du monde face aux fascismes et aux communismes. Aujourd'hui, comme il y a cinquante ans.

Par conséquent, toute prise de position contestant le bien fondé de l'hégémonie américaine, tant dans les domaines militaire qu'économique ou culturel, devient insupportable. A un point tel que ceux qui les expriment font figure de reliquats de l'histoire - les derniers défenseurs des vieux empires totalitaires - à cataloguer au même rayon que les Le Pen et Mégret.

Pour prendre le contre-pied de ces inquiétants raccourcis, nous nous abstenons de ranger ces penseurs dans le cercle des intellectuels de cour et d'écran dans l'espoir que leur zèle à dénoncer les atteintes à la démocratie et aux droits de l'homme aura l'occasion à l'avenir de se manifester sur divers terrains, et par exemple ceux des relations Nord/Sud et des accords commerciaux mondiaux. Néanmoins, il faut bien constater que leur entêtement à rechercher des signes d'antisémitisme sous toute démarche critique vis-à-vis du modèle dominant et leur pugnacité à traquer toute expression "politiquement incorrecte" est inversement proportionnelle à leur attrait pour les véritables questions de société et les enjeux stratégiques mondiaux. Nulle indignation quant aux raids menés contre la population irakienne, pas un mot sur le nouveau volet des négociations de l'Organisation Mondiale du Commerce, rien encore sur la politique du droit d'asile telle qu'envisagée par le nouveau ministre de l'intérieur, aucune réaction sur le message délivré par deux adolescents.

Il est vrai que le temps des vacances, temps du farniente et des parcours de golf, est très mal choisi... pour mourir.

D. G.

**Ci-après nous vous présentons une série de textes hostiles au mouvement contre la guerre des Balkans suivis d'articles contestant ces positions. A la fin de cette revue de presse, dans les pages de couleur crème, vous trouverez une proposition de réaction de la CNAPD par rapport aux critiques exprimées à l'encontre du mouvement de la paix. Nous vous invitons à y réagir lors d'une réunion fixée le mercredi 15 septembre à 18 h.00 dans nos locaux.**

# LES "ROUGES-BRUNS" ET LE KOSOVO

**Le rapprochement entre des gens d'extrême droite et d'une certaine extrême gauche dans une tentative de nier ou d'amoindrir les crimes contre l'humanité commis par le régime de Milosevic contre les Kosovars n'est pas un accident ou un hasard. Démonstration.**

● par Jean VOGEL

**L**e printemps 1999 restera gravé dans l'Histoire. Deux événements s'y sont produits, sans précédent en Europe depuis la seconde guerre mondiale. Premier événement, on a assisté à la première guerre déclenchée par l'OTAN au cours d'un demi-siècle d'existence. Cette organisation avait été présentée pendant des dizaines d'années comme une alliance défensive destinée à affronter la menace de l'expansionnisme soviétique. Depuis la chute du mur de Berlin et l'implosion de l'empire de Moscou, on pou-

vait se demander à quoi elle devait encore servir. La guerre contre la Yougoslavie apporte une réponse: l'OTAN est engagée dans une action militaire offensive, sans qu'un de ses membres ait subi une agression, contre un Etat souverain situé en dehors de sa zone de sécurité et sans mandat des Nations Unies. De ce fait, l'OTAN s'est clairement attribué à elle-même une responsabilité stratégique, un rôle de gendarme, pour l'ensemble du continent européen, y compris par rapport aux conflits dans lesquels ses membres ne sont pas directement

impliqués. C'est d'ailleurs ce qui explique la vive hostilité manifestée à l'égard de cette guerre par des pays comme la Chine ou l'Inde.

Second événement, l'Etat serbe, son armée, sa police, ses forces paramilitaires ont procédé à une gigantesque déportation de la population albanaise du Kosovo. De façon organisée et planifiée, placée sous la menace directe ou indirecte d'une extermination, plus de la moitié de la population kosovare a été chassée de ses foyers, dépouillée de tout; ses fermes et ses villages ont été pillés et brûlés. Ce

crime contre l'humanité dépasse de loin par son ampleur les épurations ethniques accomplies en Croatie et en Bosnie-Herzégovine entre 1991 et 1996. Jamais depuis 1946, l'Europe n'avait connu une catastrophe humaine de ce genre.

La plupart des gens ont été surpris par ces événements. Certes, depuis 1990, pas moins de dix conflits armés ont ensanglanté le continent européen, mais ils ont eu lieu dans des pays ou des régions considérées comme périphériques. De là à imaginer une participation militaire directe des grandes puissances occidentales, avec toute leur quincaillerie technologique sophistiquée, il y avait un pas difficile à franchir. De même, en dépit de tout ce qu'on savait de la violence et de la discrimination raciste que les Kosovars subissaient depuis longtemps, il était difficile d'imaginer que les nationa-

listes serbes osent entreprendre l'anéantissement de tout un peuple pour s'emparer définitivement de leur "berceau historique".

Une fois passé le premier effet de surprise, comment l'opinion a-t-elle réagi? Il faut sans aucun doute distinguer entre les deux événements. La guerre aérienne de l'OTAN n'a rencontré en Europe ni adhésion enthousiaste, ni opposition massive (à l'exception de la Grèce et, dans une moindre mesure, de l'Italie). L'action de l'OTAN a suscité des interrogations, des hésitations, des discussions et des polémiques qui portaient à la fois sur les buts poursuivis et sur les moyens utilisés.

Sur les buts: il fallait une sacrée dose de naïveté ou de mauvaise foi pour se figurer que c'était uniquement par souci humanitaire pour le sort des Kosovars que les puissances occidentales bombardaient la Serbie de Milosevic. Sinon, comment expliquer qu'elles aient laissé pourrir leur situation pendant dix ans, dans l'indifférence presque complète? Comment expliquer surtout que dans nombre de situations apparentées (les Palestiniens, les Kurdes, les habitants de Timor, les Tchétchènes) elles tolèrent ou même appuient l'oppression et les violences dont des peuples entiers sont l'objet, lorsqu'elles sont le fait d'Etats amis de l'Occident (Israël, Turquie, Indonésie) ou de régimes qu'il a décidé de ménager (la Russie de Eltsine)?

Sur les moyens utilisés: le choix d'une guerre exclusivement aérienne, à sept

mille mètres de hauteur, loin de contribuer à assurer la protection des Kosovars, a offert au pouvoir serbe l'occasion de les plonger dans une épouvantable catastrophe. Pour préserver la sécurité des soldats de l'OTAN, on a préféré sacrifier des milliers de vies de civils dépourvus de toute protection. L'infrastructure économique et civile de la Serbie a été beaucoup plus lourdement frappée que l'armement de Milosevic. Et si les forces serbes ont fini par évacuer le Kosovo, c'est un pays totalement ravagé et détruit que les déportés retrouveront à leur retour.

Par contre, la déportation des Kosovars, les images de ces dizaines de milliers de réfugiés hagards et désespérés, affluant en Albanie et en Macédoine pour échapper à l'enfer, ont immédiatement suscité une profonde indignation et un vaste élan de solidarité et de générosité dans les populations. Lors du génocide au Rwanda en 1994 ou des massacres pendant la guerre en Bosnie, seule

de petites minorités s'étaient senties concernées, impliquées et avaient réagi. Cette fois-ci, on ne compte plus les initiatives et les dons qui ont afflué de toute part. Cet élan populaire de solidarité avec les Kosovars ne peut que réjouir. Il ne faut pas chercher à y voir l'expression d'un soutien aux objectifs stratégiques des gouvernements de l'OTAN mais plutôt une prise de conscience du fait qu'on n'a pas le droit de rester indifférent ou passif devant les crimes contre l'humanité - où que ce soit dans le monde.

Parmi les gens qui s'opposaient aux bombardements de l'OTAN, un certain nombre refusait d'admettre l'étendue de l'horreur dans laquelle Milosevic avait plongé les Kosovars. Ils niaient le fait que les Kosovars soient victimes de crimes contre l'humanité. Ils refusaient le droit des Kosovars à obtenir leur liberté et leur indépendance. Ils

calomniaient les forces politiques du Kosovo, en particulier l'UCK, qualifiée d'organisation "terroriste" et "criminelle." Pour eux, s'opposer aux bombardements impliquait de nier l'effroyable réalité du massacre et de la déportation des Kosovars ou, en tout cas, de chercher à la dissimuler, à la passer sous silence ou à l'amoindrir. L'article publié par **Georges Bergezan** dans le précédent numéro du *Journal du mardi* est une belle illustration de ces procédés. Il mentionne à deux reprises le risque d'un futur "nettoyage" des minorités non-albanaises du Kosovo, mais il passe purement et simplement sous silence ce que les Serbes ont fait subir aux Kosovars! Dans l'encadré cyniquement intitulé "La valse des réfugiés", il écrit "près d'un million de réfugiés albanais ont quitté le Kosovo depuis le début des troubles en mars 1998 et la grande majorité d'entre eux après le début des bombardements de l'OTAN". Et il nous demande aussi d'avoir "une pensée pour les réfugiés serbes". Il n'y

des gens de gauche et d'extrême gauche, qui se présentent comme des adversaires du nationalisme et du racisme, des partisans des "droits des peuples" et des "mouvements de libération nationale". Qu'est-ce qui les motive? Chez certains, ce n'est que de la propagande pure et simple. En Belgique, c'est le cas depuis des années avec un membre du PTB, **Michel Collon**. Chez beaucoup d'autres, c'est le fruit d'une vision politique réduite à un anti-américanisme élémentaire. Les Etats-Unis sont l'Empire du Mal et "les ennemis de mon ennemi sont mes amis". Donc, quiconque s'oppose aux Etats-Unis a le bon droit pour lui, même s'il s'agit

a pas eu d'épuration ethnique, les responsables ce sont les "troubles" et les bombardements! C'est du révisionnisme pur et simple, comme si quelqu'un faisait un article sur le bilan de la guerre de 1939-1945 sans mentionner l'extermination des Juifs, mais en demandant d'"avoir une pensée" pour les ressortissants allemands expulsés de Prusse orientale, de Silésie et des Sudètes après la fin du conflit. Mais cet article n'est qu'un simple échantillon de beaucoup de choses qui ont été dites et écrites, plus ou moins subtilement, plus ou moins sournoisement, à gauche et à droite, au cours des derniers mois.

Il faut se demander qui soutient ces positions, avec quelles méthodes et dans quel but?

D'une part, on rencontre aux côtés de l'Etat serbe une grande partie de l'extrême-droite européenne, les partisans de **Jean-Marie Le Pen** ou de **Bruno Mégret** en France, de **Marguerite Bastien** en Belgique, de **Pino Rauti** en Italie et bien d'autres.

d'un **Saddam Hussein**, d'un **Milosevic** ou des intégristes islamistes les plus fanatiques. Ils appliquent aux adversaires des Américains la même morale politique que les Américains pratiquaient pendant la guerre froide, lorsqu'ils soutenaient les pires dictatures aux quatre coins du monde au nom de la "lutte contre le communisme". Pour faire passer leurs positions, tous ces gens déforment l'histoire et manipulent les faits. Ils parlent comme si la question du Kosovo avait été inventée, il y a un an par les Etats-Unis, dans le but de déstabiliser la Serbie de **Milosevic**. En réalité, il s'agit d'une constante de l'histoire serbe et yougoslave de ce siècle. Le Kosovo a été

C'est d'ailleurs assez compréhensible. La Serbie d'aujourd'hui, issue des ruines du régime communiste hérité de **Tito**, présente plusieurs aspects ouvertement fascistes. On y retrouve l'idéologie expansionniste de la Grande Serbie - un "espace vital" pour tous les Serbes, à conquérir par les armes. On y trouve un racisme d'Etat qui considère les Albanais comme une ethnie inférieure et dangereuse. On y trouve l'idée d'un "grand complot international" visant à anéantir la Serbie. On y trouve les appels à lutter contre "l'invasion musulmane" de l'Europe chrétienne. Le Parti radical serbe de **V. Seselj**, un parti ouvertement fasciste, très proche de **Le Pen** et compagnie, participait en outre au gouvernement de **Milosevic** jusqu'à la signature de l'accord. S'il est vrai que "qui se ressemble, s'assemble", il ne faut pas s'étonner de voir les fascistes de chez nous prêts à porter le casque pour venir en aide à leurs frères d'armes de Belgrade. Mais d'autre part, on y rencontre aussi

annexé par la Serbie en 1912-1913, à l'issue des guerres balkaniques, au terme d'un partage des terres albanaises imposé par la conférence de Londres des puissances européennes, sans aucune consultation des populations concernées. La population albanaise y a été depuis lors l'objet d'une oppression et d'une répression constantes, à l'exception des années 1970.

Le nationalisme grand-serbe n'a jamais envisagé la possibilité d'une coexistence ou d'une assimilation des Albanais. Il considérait ceux-ci comme un peuple inférieur, à moitié sauvage, profondément hostile et qui représentait une menace démographique pour

# Kosovo : une certaine gauche au bénéfice du crime

PAR ALAIN MILLY

Le désastre kosovar s'est doublé d'un désastre intellectuel qui a révélé à quel point de nombreux intellectuels et militants des gauches radicale et écologiste, en étant incapables de sortir de leur grille de lecture pacifiste et antiatlantiste, ont pu relativiser le crime et le couvrir.

La société civile « de gauche », avec au premier rang des institutions aussi importantes que la C.N.A.P.D. et la Ligue des droits de l'homme, a, pour l'essentiel, pris position contre les frappes de l'Otan en Yougoslavie. Cette opposition a visé non seulement les frappes en tant que *moyen* de faire la guerre au régime serbe, mais le *principe* même de la guerre contre ce régime.

La C.N.A.P.D. a ainsi organisé diverses manifestations dont les mots d'ordre ainsi que les proclamations antérieures condamnaient la purification ethnique au même titre que les frappes aériennes. La politique atlantiste constituait cependant la cible principale de la colère des manifestants et des organisateurs. Par ailleurs, le fait de revendiquer l'arrêt de cette purification en s'opposant à tout moyen coercitif

laisse pensif, sinon révolte. Autant que celui de renvoyer dos à dos, et donc de mettre sur le même pied, les frappes et la purification.

Il faut donc acter ce fait : les forces « progressistes » traditionnelles de ce pays n'ont réagi au drame qui se jouait au Kosovo depuis 1989 (l'insurrection d'un régime de discrimination sociale et raciale unique dans l'Europe de l'après-guerre) que le jour où la Serbie, responsable de ce drame, en a subi les conséquences.

Ce n'est pas la purification ethnique, autrement dit une politique de crime contre l'humanité qui par maints aspects rappelle la politique raciale nazie, qui a provoqué la révolte de ces forces « progressistes » ; mais le fait qu'on s'en prenne à l'auteur collectif de ces crimes : le régime et la société qui s'est incarnée et reconnue dans ce régime.

L'essentiel de l'argumentaire utilisé renvoyait aux erreurs passées, réelles ou imputées à tort ou de mauvaise foi, des puissances occidentales ; Europe et États-Unis se virent là reprocher a contrario de ne pas être intervenus à temps. Mais rien ne fut dit sur la nécessité de mettre fin au crime commis contre des populations civiles dépourvues de tout moyen de défense. Pire, il fut largement considéré que, dans cette tragédie, les protagonistes, oppresseurs serbes et opprimés albanais, pouvaient être mis sur le même pied de responsabilité ou de criminalité.

Cette « gauche », qui avait jadis couvert ou relativisé les actes de terrorisme que les mouvements de libération nationale de ces cinquante dernières années s'étaient souvent vus contraints de commettre faute de reconnaissance, ne fit aucunement preuve de la même indulgence à l'égard de l'U.C.K. Cette organisation, dont la structure, l'idéologie et les sources de financement peuvent être interrogées, n'en était pas moins née après dix ans d'une résistance albanaise pacifique et non violente à laquelle le régime serbe n'avait répondu que par une aggravation de la répression et la multiplication des crimes commis contre une population civile désarmée.

Le droit international, dont de nombreuses violations antérieures n'avaient pas déclenché la même réprobation, se vit soudain érigé en dogme intangible alors même qu'il autorise un État à massacrer en toute quiétude à l'intérieur de ses frontières. Voilà que la « gauche », si encline naguère ou ailleurs à remettre en question les frontières, ne souffrit plus de voir la souveraineté d'un État, fût-il criminel, remise en question.

Tout, en réalité, est affaire de circonstances et de dogme. Le dogme est celui de l'antiaméricanisme de principe ; les circonstances, toutes celles où les États-Unis, accompagnés cette fois-ci de leurs alliés, et partiellement vassaux, européens, interviennent. Quelle que soit l'ampleur du crime, là où Washington s'aventure, toute autre considération s'efface. Le Viêt-nam a mis fin au régime génocidaire des Khmers rouges en violant la souveraineté du Cambodge, la Tanzanie a envahi l'Ouganda et l'a débarrassé du dictateur qui l'ensanguinait sans que notre « gauche » ne proteste : il est vrai que les États-Unis n'en étaient pas.

Auraient-ils mis fin au génocide du Rwanda — ce qu'on leur reprocha comme aux autres puissances occidentales de ne pas avoir fait —, en faisant fi de l'immobilisme aveugle et criminel de l'O.N.U., qu'ils auraient donc été stigmatisés.

Plus de cinquante ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et le génocide commis par les nazis, la leçon de ce génocide, qui pourrait se résumer à cette maxime maintes fois énoncée mais jamais appliquée du « plus jamais ça », a enfin été entendue. Pour la première fois en Europe, un crime contre l'humanité a été combattu par une coalition de démocrates, même si le refus de faire la guerre aux assassins là où ils se trouvaient, au sol, reste condamnable.

Mais la plus grande part de la société civile « de gauche », aveuglée par ses vérités éternelles, obnubilée par la présence américaine, n'a pas même voulu voir le crime. En cela, elle n'a pas retenu la leçon de l'histoire ; en cela, elle a failli sinon trahi les espérances qu'elle incarnait encore.

Il reste à s'interroger sur sa paralysie idéologique, sur son incapacité à penser le réel, sur sa capacité à faire passer la souffrance des peuples qui défilent sa grille de lecture aux pertes et profits de celle-ci.

L'autisme de cette « gauche » confine à la perversion mais trouve alors peut-être son explication si on reconnaît qu'il revient à investir la Serbie de l'idéal de résistance au Grand Marché incarné par l'Otan maudite : le petit contre le très gros, l'héritier de ce socialisme autogestionnaire que l'on citait en modèle et d'une fédération yougoslave mythifiée face à la première puissance mondiale, bras armé du capitalisme. On y verra, entre autres, le résultat du message distillé depuis de nombreuses années par *Le Monde diplomatique*, incarnation médiatique de cette idéologie dévoyée de résistance au capitalisme.

L'éventualité de la persistance de réflexes stalinien et d'une logique de bloc doit également être interrogée. Vingt ans seulement nous séparent de l'époque où cette « gauche » admit enfin que l'U.R.S.S. n'était pas ce qu'elle avait absolument déclaré qu'elle soit au risque d'être complotée des crimes soviétiques ; elle reconnut alors son erreur, et cette reconnaissance lui suffit à solder les comptes du passé : du jour au lendemain, elle se dit et se reconnut autre. Il semble que l'on a assisté, en ce printemps 1999, au retour de son refoulement.

Il faut également s'arrêter sur les différents types d'arguments utilisés par les adversaires de toute intervention armée, quelle que fut la forme prise par cette dernière — et même si son efficacité immédiate flagrante a souvent servi d'argument

politique, toute guerre trouve alors sa raison, son explication immédiate dans les rapports de forces entre puissances, d'argent et de capital (voir J.-L. Margolin, *Le Monde* du 29 mai 1999). C'est ce type de raisonnement « totalitaire » qui conduisit hier certains marxistes dévoyés d'ultra-gauche à considérer que, dépourvu de toute justification économique, le génocide nazi ne pouvait avoir été. Pour la même raison, les héritiers, quelquefois inconscients, de ce marxisme dogmatique et appauvri se font désolés mais les vicaires de l'antiatlantisme. Il en est même certains pour remettre en question sinon délégitimer l'intervention américaine pendant la Seconde Guerre mondiale et donc envisager qu'il aurait pu en être autrement.

Le parallèle avec le délire antisémite du « Protocole des sages de Sion » n'est en rien déplacé (encore que les concepteurs du Protocole ne croyaient pas eux-mêmes, et pour cause, au complot qu'ils « démontraient »). Et cela pour au moins trois raisons : le délire paranoïaque est de même nature quel que soit son objet ; tout discours de complot renvoie, en ce XX<sup>e</sup> siècle, au « complot juif » original (voir N. Cohn, *Histoire d'un mythe. La « Conspiration » juive et les protocoles des sages de Sion*, Paris, 1967) ; le Kosovo s'inscrit dans l'histoire du génocide nazi des Juifs et des Tziganes.

Il s'inscrit dans cette histoire, non parce que le crime commis par la soldatesque serbe est, dans tous ses aspects tant qualitatifs que quantitatifs, de même nature mais parce que le génocide nazi est le paramètre de notre siècle, qu'il constitue l'unité de mesure des idéologies et des réactions politiques et hu-

maines. Il s'inscrit également dans cette histoire par une ruse de cette dernière : en matière de transfert de populations, le précédent le plus remarquable est bien celui de la Nakba, l'expulsion en 1948 des Palestiniens par des survivants juifs du génocide nazi.

La « controverse des historiens » allemands sur la nature du judéocide de mérite également d'être rappelée. Plusieurs historiens allemands importants ont considéré que le judéocide avait constitué une réponse allemande anticipée à la menace « judéo-bolchevik » et à la « guerre » menée par les « Juifs » contre l'Allemagne (voir *Devant l'histoire*, Paris, 1988). Dans le même ordre d'idées, au Kosovo, c'est la menace et la guerre américaines qui auraient déclenché la réponse serbe : l'épuration. Le coupable, dans les deux cas, c'est l'Autre. Et c'est la résistance ou l'opposition de cet Autre au crime qui constituent le crime.

Dans l'affaire du Kosovo, les protagonistes du débat, de part et d'autre, ne purent d'ailleurs faire autrement que de se rapporter au génocide, ligne de rupture qui les départage.

Vouloir l'intervention, c'était ne plus vouloir que le crime se répète, même si ce crime n'était pas de même nature ou de même ampleur. Il n'y avait pas lieu d'attendre que le génocide s'accomplisse pour réagir. La barre doit être mise au plus bas ; la tolérance en cette matière n'est pas de mise, elle est inhumaine.

S'opposer à l'intervention, c'était accepter, in fine, l'idée que le génocide des Juifs et des Tziganes aurait pu se commettre sans réaction extérieure si le régime nazi s'était limité aux frontières allemandes.

Ce qui révolte les opposants à

donc aussi vouloir que soit mis fin, car le délire est de répétition, à l'existence des comploteurs, « ju-déo-bolcheviks » alors, « atlantistes » aujourd'hui.

L'arrêt du génocide ne fut jamais considéré comme un objectif politique et militaire par les Alliés. Aucun élément de la machine géocidaire ne fut frappé en tant que tel. Le bombardement des voies de communication ou des centres de mise à mort aurait causé la mort de nombreux déportés mais également cassé le processus d'extermination et sauvé des vies bien plus nombreuses. La population juive fut, c'est une évidence, abandonnée à son sort.

Toutefois, sur le plan des consciences, la réception de l'évènement fut considérable. Empêcher toute récidive du crime devint un devoir moral. C'est sur cette base que les opinions publiques critiquèrent l'action onusienne, européenne (singulièrement belge) et américaine face au génocide des Tutsis en 1994. Cette base morale commune ne fut cependant pas partagée par les opposants à une intervention atlantiste en Yougoslavie (et encore une fois, quelle que fût la forme prise par cette intervention). Au nom d'intérêts supérieurs (le combat contre l'atlantisme et l'hégémonie américaine, le rêve d'un nouvel ordre mondial...), les opposants à l'intervention se révélèrent prêts à abandonner les Kosovars à leur sort et, ironie suprême, se retrouvèrent dans la même posture que les Alliés de la Seconde Guerre mondiale (et donc les Américains), face au génocide nazi.

Le discours du « droit international » constitue un des éléments

essentiels de la vulgate atlantiste. L'intervention est illégale, car elle échappe aux formes requises par le droit des nations. Elle remet en question un équilibre international fragile. Le droit d'ingérence, non seulement n'existe pas, mais en plus ne pourrait exister, car aucune définition n'en a pu être établie qui ne renforcerait les puissants et ne laisserait intervenir où bon leur semblerait. Pour que cela ne soit pas pire, il faut donc soit accepter le pire, soit le relativiser ou le nier.

Si ce discours juridique tourne, c'est sur lui-même, à l'intérieur de ses frontières. Il ne rencontre pas la réalité. Ce formalisme inhumain (« Que meure la victime mais que triomphe la Loi ») sonne étrangement quand il est tenu par des juristes qui tiennent en fait le droit international pour un discours mettant en scène des rapports de forces. Les voilà qui s'arc-boutent à la forme d'une légalité à laquelle ils ne confèrent eux-mêmes que peu de légitimité.

La règle de droit, c'est évident, a été violée. Mais qu'est-ce qu'une loi qui protège le crime et épargne le criminel? N'y a-t-il pas là assez d'éléments pour penser et travailler à la refonder? La motivation de ce discours n'est, en réalité, pas d'ordre juridique mais militante. Ce discours est tenu, car il légitime un atlantisme de principe qui en retour le renforce. Le droit est juste, car il est atlantiste. L'atlantisme est juste, car il est de droit.

L'aporie du discours subsiste cependant en cela que le crime « crève les yeux » et rend ce discours insoutenable. Il faut donc relativiser le crime sinon le nier et réécrire au besoin le récit des évènements et des

réactions politiques et humaines. Le procédé comprend deux étapes. La première amène à mettre froidement l'U.C.K. sur le même pied que le régime de Milosevic; les deux « nationalistes » sont renvoyés dos à dos. On pouvait jadis distinguer entre nationalisme oppresseur (Français, Israéliens...) et nationalisme de libération (Algériens, Palestiniens...), mais cette époque semble bien dépassée. Il est vrai que les mouvements de libération nationale ont été, avant tout, considérés comme des mouvements progressistes et anti-impérialistes et que la « gauche » a toujours éprouvé une grande difficulté à intégrer le facteur « national ».

En second lieu, la population kosovare tout entière — et donc bizarrement aussi le pacifiste Rugova — est assimilée à l'U.C.K. et endosse donc les actes répréhensibles (et nécessairement gonflés) commis par celle-ci. Au terme de ce raisonnement, les Kosovars se retrouvent coupables de crimes contre l'humanité.

Il en est certains pour estimer que le seul critère quantitatif peut qualifier et distinguer les crimes serbes, kosovars et atlantistes. L'Otan, avec son armada, doit leur paraître bien plus coupable que Serbes et, dans leur optique, Kosovars réunis. Outre qu'on ne voit pas en quoi la réponse atlantiste ou la résistance kosovare sont criminelles par nature, ce regard « oublié » ce qui fonde et distingue le crime serbe : l'intention de l'épuration et la caractérisation de la victime par son appartenance à un groupe humain.

Ce qui révolte les opposants à la guerre, ce qui dévalorise aussi définitivement et avec une telle cruauté les Kosovars et conduit à mettre en doute ou à ne pas « voir » masses, viols et expulsions forcés (voir Régis Debray), c'est que l'Otan à « volé » à leur secours. Heureux Palestiniens, abandonnés de tous et laissés à leur exil sans fin! Au lieu que ce qui devrait révolter, c'est l'absence d'une stratégie militaire réellement efficace, bien plus rapide et qui aurait pu nuire au crime dès son développement.

Mais complices des comploteurs américains, les Kosovars n'entrent pas en ligne de compte pour ceux qui épargnent l'assassin serbe, au nom de la lutte contre l'Otan et au bénéfice du crime.

La leçon de l'évènement ne pourra être que celle-ci : une partie non négligeable de la « gauche » et des « progressistes » a perdu tout crédit pour l'avenir. Les victimes des oppressions futures sauront désormais à qui ne plus se fier. Elles sauront que pour ne pas être trahies, il s'agira d'être du bon côté de la frontière dogmatique. Quant aux victimes du passé, elles auront compris comment hier on a pu être indifférent à leur sort et pourquoi demain tout peut recommencer.

*Alain Mihály (17 juin 1999)*

Alain Mihály est rédacteur à *Points critiques*, périodique de l'Union des progressistes juifs de Belgique (U.P.J.B.). L'auteur s'exprime ici à titre personnel.

# La démocratie n'est pas très érotique

Pourquoi nos opinions ont-elles été aussi apathiques face à la ségrégation raciale pratiquée au Kosovo? Différentes explications sont possibles, des réflexes hérités de la guerre froide à la difficulté d'imaginer l'immaginable sur le sol européen. L'antiaméricanisme est un puissant fédérateur. La volonté de se poser face à l'hégémonisme américain est légitime, mais doit-on prendre le risque d'y sacrifier l'existence collective d'un million et demi d'âmes? Au risque de renouer avec un positivisme destructeur?

PAR PASCAL FENOUX

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il est nécessaire de préciser que ni Alain Mihály (voir ci-dessus) ni moi ne sommes nés au point d'imaginer un seul instant que l'intervention de l'Otan ne répond aucune-ment à des enjeux très éloignés du destin des Albanais du Kosovo: relégitimation d'une Otan en déshérence depuis la chute du Mur, crainte des États de l'Union européenne voisins du champ de bataille de voir des cohortes de réfugiés albanais se déverser sur leur territoire, volonté américaine de s'imposer à la Russie, arrière-pensées américaines quant au destin de l'U.E. À cela, il suffit de répondre que l'intervention alliée (américaine essentiellement) en 1941 ne s'est sans doute pas faite pour les seuls beaux yeux des Européens, et encore moins des Juifs d'Europe. Il suffit également de répondre que si l'Otan est là, c'est

parce que les Européens ont fait appel à elle en Bosnie. Quant aux méthodes employées par l'Otan, pour critiquables qu'elles soient, on calmera le propos en se rappelant qu'il ne s'agit pas du bombardement criminel de Dresde.

Aussi légitime, fondée et nécessaire soit-elle, aucune explication savante sur les calculs de l'Otan et les intérêts des quelques « gros bras » de la coalition atlantiste ne saurait prendre le risque de relativiser le crime à l'œuvre dans les Balkans. C'est que notre siècle regorge d'enfers pavés de bonnes intentions. Des décennies durant, nombreux sont ceux qui ont adhéré à l'utopie communiste au point de ne pas voir ce qui se tramait en Union soviétique. Dépositaires d'un positivisme absolu, ils estimaient pouvoir soumettre le réel, la société, au nécessaire

grand soir. Aujourd'hui, sous prétexte de lutter contre l'hégémonie américaine, nombreux sont ceux qui, de facto, ont décidé d'ignorer ce qui se tramait réellement dans les Balkans ou, au minimum, de le relativiser, de le rétrograder dans l'ordre des priorités. Il ne devrait pourtant plus être possible de formuler une pensée politique qui ne tiennne en rien compte des enseignements amers du nazisme et du totalitarisme stalinien. Sommé de choisir entre la mission sacrée de déjouer le « complot atlantiste » et l'impératif moral (ah! ce terme si négativement connoté...) d'empêcher une déportation de masse (un crime contre l'humanité entamé depuis plusieurs années), l'auteur de ces lignes a tranché, question de priorité, de réalisme et de décence.

L'article d'Alain Mihály ne risque pas d'épuiser le débat, mais plutôt de le relancer. Il y cible ses critiques sur une « gauche » organisée, héri-tière d'un passé, désireuse de donner le *la* de l'opinion publique tout en jouissant de son « splendide isolement » (Le vulgum pecus se plane; moi, je sais). Il n'est en effet pas inutile de s'interroger sur l'incroyable apathie dont nos « opinions » ont fait preuve pendant plus de dix ans. Nombreux à gauche sont ceux qui fustigent la cécité de nos gouvernants quant au drame des Balkans en général, du Kosovo en particulier. Ceux-là oublient leur propre apathie et leur propre cécité. Cet « oubli » est commode. Il permet de faire des Américains les *Big Brothers* indétrônables du destin universel et justifie a posteriori une attitude proprement irresponsable et désresponsabilisante (« Je savais, moi, mais je n'y pouvais rien »).

Toutefois, outre la gauche radicale

et pacifiste, d'autres secteurs de l'opinion organisée ont manifesté une indifférence troublante quant au seul régime d'apartheid à l'œuvre dans les Balkans, un apartheid à l'autonomie du Kosovo, suppression dont beaucoup semblent oublier qu'elle s'est accompagnée de l'expulsion des Albanais hors de l'espace économique et social serbo-yougoslave. En Europe, pour la première fois depuis l'accession d'Hitler au pouvoir en 1933 et pour la première fois depuis la « dénaturalisation » de trois millions de Juifs par la junte polonaise en 1938, toute une communauté nationale s'est vu, légalement et violemment, expulser de l'espace public et forcer d'entrer dans la clandestinité, sans qu'une certaine « gauche » ne descende dans la rue. En Belgique, à l'exception des initiateurs de Causes communes (si facilement raillés à la veille de la chute du Mur, car dénués de « projets de société » et de « vision globale »), pratiquement personne n'a été en mesure de sortir de ses canevases idéologiques et d'apporter une réponse débarrassée des utopies anhistoriques, c'est-à-dire une réponse réelle, concrète et pratique au calvaire des Albanais du Kosovo.

Alors, comment expliquer cette incroyable apathie? Comment expliquer qu'il ait fallu les bombardements de l'Otan pour que notre « société civile » autoproclamée descende en de maigres troupes dans les rues de Bruxelles pour béler des slogans de paix, d'amour et de sérénité universelles (essentiellement dirigés contre... l'Otan)? À ce propos, pour être nécessaire, la lecture d'Alain Mihály doit toutefois être complétée. En effet, de nom-

breux secteurs de l'opinion organisée échappent à l'analyse en termes de blocs, d'idéologie marxiste dévoyée et de lutte contre le « grand complot » américain. Certains sont engagés dans la coopération avec les pays du tiers monde, et il est permis de faire l'hypothèse que, nonobstant la légitimité absolue des engagements, leurs initiateurs sont d'autant plus engagés qu'ils se projettent dans un ailleurs utopique, mobilisateur, réenchanteur (Gautchet). Par exemple, un ardent partisan d'une cause éminemment légitime, la cause palestinienne, se mobilise d'autant plus pour cette cause et que, après tout, plus le terrain d'une cause est éloigné, moins ses travers sont perceptibles, moins la responsabilité s'impose, moins le réel se rappelle à son bon souvenir.

Enfin, d'autres secteurs, voire toute notre « société civile », se sont peut-être convaincus qu'une redite de l'horreur génocidaire ou ethnocidaire était impossible sur le sol européen. Comme se le demande Véronique Nahoum-Grappe, « et si le refus d'être dérangés, la gêne immense d'une comparaison impossible à supporter en regard de notre éthique et de notre histoire était notre vraie clôture ? Plus nous pleurons sur la Shoah au cinéma et jurons de nous souvenir pour ne pas oublier, moins nous comparons ! ». Ce faisant, et pour nous rassurer, nous avons « oublié » le rapport de Tadeusz Mazowiecki (« L'épuration ethnique n'est pas une conséquence de la guerre, elle en est le but ») et nous avons préféré nous gaver d'explications strictement économiques et géopolitiques (nécessaires, mais cruellement insuffisantes) à l'explosion de la Yougoslavie. Nous nous sommes ainsi interdit d'identifier

l'idéologie au pouvoir à Belgrade et nous avons renvoyé tous les « nationalismes balkaniques » dos à dos, oubliant que seul l'un d'entre eux s'était doté depuis plus de dix ans des textes fondateurs et, surtout, des moyens militaires de sa politique prégénocidaire. Nous nous sommes interdit d'appréhender la politique serbe à l'œuvre au Kosovo depuis dix ans pour ce qu'elle était : de l'apartheid farci de crime contre l'humanité. Selon cette logique, l'humanité, très bientôt, l'exode des Serbes du Kosovo, les excès de l'U.C.K. et le désir de vengeance de certains Albanais suffiront à relativiser la découverte des charniers, monstrueuses pièces à charge du crime contre l'humanité commis par le régime de Millosevic.

Peut-être les gauches radicale, tiers-mondiste et (partiellement) écologiste se rejoignent-elles sur une chose : la démocratie n'est pas très « érotique ». Entendez : il est plus facile, plus évident de s'identifier et d'apporter un soutien bruyant à une cause révolutionnaire qu'à une cause démocratique. Aujourd'hui pleurés par leurs contempteurs d'alors, Ibrahim Rugova et les siens n'avaient qu'une seule chose à « vendre » à nos secteurs d'opinion en mal de sensations d'autant plus fortes qu'elles sont vécues par procuration : la procédure démocratique, l'auto-organisation, la réinvention d'un droit à l'abri du plus fort. Hélas, hors l'épopée chevaleresque et hors le martyrologe, point de salut, en tout cas point de salut occidental de « gauche ».

C'est sans doute ce manque indécrot (ringard ?) d'exotisme et d'« héroïsme » qu'ont payé les Albanais Kosovars. Et lorsque certains d'entre eux ont décidé de prendre les armes,

après dix ans de solitude et d'agression, ils semblerait qu'ils aient fait le « mauvais choix » en acceptant le soutien (éphémère) atlantiste, en s'engageant dans les rangs d'une U.C.K. qui, ô horreur, bénéficierait de financements douteux, et en « ajoutant de la guerre à la guerre ».

En fait, nombreux sont ceux qui, au sein de la gauche pacifiste, ont renoncé à poser la question de la violence légitime des démocraties. L'Otan n'aurait pas été l'acteur de l'intervention au Kosovo, beaucoup se seraient de toute façon soulevés contre l'idée d'une intervention armée, fût-elle terrestre et « préventive ». Dans le même ordre d'idées, beaucoup regretteront l'absence de débat parlementaire préalable à la participation aux frappes de l'Otan. Ce débat aurait-il eu lieu que nombre d'entre eux se seraient tout autant opposés au *principe* (plus encore qu'aux formes) de l'intervention, faisant ainsi preuve d'une naïveté désolante (« la fleur au fusil face aux *Einatzgruppen* serbes »). Un ultime argument des opposants à la carte atlantiste fut la mise à l'écart des Nations unies et de l'O.S.C.E. Si cet argument ne peut être écarté d'un revers de la main, il mérite toutefois d'être évalué à l'aune de certains précédents. La présence de certains observateurs de l'O.S.C.E. au Kosovo

yo n'a pas empêché l'apparition de 200 000 réfugiés albanais avant les frappes. Surtout, en Bosnie, la création de « zones de sécurité » sous protection de casques bleus n'a pas évité la chute de la plus célèbre d'entre elles, Srebrenica, et la « disparition » de 8 000 civils mâles bosno-musulmans sélectionnés par les troupes du général Ratko Mladic, sans que l'O.N.U. ne s'interpose.

L'indécence, ce fut les slogans et l'unanimité antiothanien des récentes manifestations bruxelloises. L'indécence, ce fut le pseudo-unanimité anti-épuration ethnique de manifestants qu'il fut impossible de rassembler entre 1989 et 1999, alors que seule cette épuration était à l'œuvre et que les armes de l'Otan prenaient la poussière. L'indécence, ce fut les conseils donnés aux Kosovars de renoncer à leur « mé-salliance » et d'attendre l'instauration d'un nouveau droit international et d'une « alternative mondiale ». Désirée par des Européens progressistes, on peut douter de la valeur et de la légitimité d'une « alternative mondiale » dont l'acte de naissance consisterait dans le sacrifice, en Europe, à la première occasion venue, d'une communauté humaine sur l'autel de l'« anti-pensée unique ».

Pascal Fenaux (17 juin 1999)

# Les pacifistes et le Kosovo

par Philippe Hauser

**L** fut un temps où le pacifisme était une posture intellectuelle intrinsèquement juste: être pacifiste, à l'épreuve des guerres impérialistes et de la menace généralisée du fascisme en Europe; à l'heure où les Etats coloniaux réduisaient par le feu toute volonté indépendante des peuples colonisés, c'était effective-

ment affirmer le primat du droit sur la force, de l'homme sur les Etats oppresseurs. On comparait alors le traitement du Koweït et celui de la Yougoslavie. On comparait alors le traitement de cette ex-République yougoslave, en versant de fausses larmes cyniques sur ce pauvre peuple dont tout le malheur tenait au fait qu'il ne possédait pas de pétrole. A l'aune de leur vertueuse indignation, toute empathie de respect des principes mais irréductiblement aveugle à la souffrance des populations, il faut saluer à l'occasion, n'en finissait pas alors d'essuyer les insultes de ceux qui la traitaient de « munichoise ».

Il n'est pas certain cependant que les récents développements de l'actuelle balkanique autorisent les pacifistes d'aujourd'hui, unis contre les trappes de l'OIVAN, à se prévaloir des vertus morales qui honorent l'action de ceux qui, hier, déployaient force et énergie pour aider, au risque de leur vie, tel gouvernement de l'ombre à asseoir sa souveraineté, malgré la répression menée par la France, sous couvert de pacification.

Il se pourrait - tant pis si les logiques politiques qui façonnent si bien les discours en prennent un coup - que les guerres d'aujourd'hui ne ressemblent pas toutes à celles d'hier. Un simple coup d'œil permet, même à celui qui n'est pas expert en géopolitique, de constater que les opérations militaires au Kosovo sont d'une nature tout autre que celles du Vietnam ou de la guerre du Golfe. De sorte que la qualification de la guerre de Serbie comme guerre impérialiste frise simplement le ridicule (ce qui constitue le fond du discours du PCF et de l'extrême gauche).

On peut penser avec raison que la guerre du Golfe fut l'occasion, pour les Etats-Unis, au lendemain de la défaite du bloc de l'Est, de vérifier leur place réelle au sein d'un monde sorti de l'équilibre de Yalta, en imposant l'idée de la nécessité d'un « nouvel ordre mondial » et en rappelant aux éventuels candidats à la déstabilisation du marché de l'or noir qui restait le maître du jeu. Mais on ne voit évidemment pas que ce petit coin de terre du Kosovo puisse modifier un déplaçement d'énergie vers un déplaçement d'intelligence comparable ni nourrir les arrière-pensées que nos intellectuels cr-

vement engagés dans les hostilités. Ceux qui signaient l'usage de la force contre Milosevic - sans poser autre chose qu'une solution purement abstraite qui a nom « autor-détermination du peuple kosovien » - déconçurent hier l'incertitude des Etats en Europe; à l'heure où les Etats coloniaux réduisaient par le feu toute volonté indépendante des peuples colonisés, c'était effectivement affirmer le primat du droit sur la force, de l'homme sur les Etats oppresseurs. On comparait alors le traitement du Koweït et celui de la Yougoslavie. On comparait alors le traitement de cette ex-République yougoslave, en versant de fausses larmes cyniques sur ce pauvre peuple dont tout le malheur tenait au fait qu'il ne possédait pas de pétrole. A l'aune de leur vertueuse indignation, toute empathie de respect des principes mais irréductiblement aveugle à la souffrance des populations, il faut saluer à l'occasion, n'en finissait pas alors d'essuyer les insultes de ceux qui la traitaient de « munichoise ».

**Leur fidélité pathétique aux principes politiques d'un autre siècle les rend aveugles aux enjeux de la biopolitique contemporaine**

La politique de Milosevic est une forme qu'a prise depuis plusieurs mois la politique intérieure serbe. Faut-il dialoguer avec les fascistes, en bonne intelligence, et faire comme si le droit pouvait lutter à armes égales avec la force brute? Le problème est bien celui d'un nationalisme d'un autre âge double d'une politique expansionniste (les deux, l'histoire du XX<sup>e</sup> siècle nous l'apprend, vont de pair) dont la fin est l'extermination possible d'une population dont une grande partie de l'opinion publique découvre enfin l'existence.

Cette politique-là, tous les grands Etats « démocratiques », il est vrai, l'ont expérimentée, à un moment ou à un autre, au cours de ce siècle dé-

sastrux. Cette politique-là, il est vrai encore, la Turquie ne se prive pas de la mener contre les Kurdes, les Israéliens contre les Palestiniens. Est-ce une raison suffisante pour condamner une intervention militaire qui constitue, c'est l'évidence même, le seul moyen pour protéger une population exposée à un risque majeur? Ceux qui aujourd'hui réclament la fin des bombardements, s'étonnant naïvement qu'au bout de quarante jours les résultats concrets ne se fassent pas encore sentir, donnent ainsi crédit à l'idée simpliste qu'une guerre peut être limitée et « chirurgicale ».

Leur réalisme politique, faussé par un radical, finit par banaliser les situations humaines les plus tragiques. Leur confiance dans le dialogue - alors que la violence est ruy-

Leur fidélité pathétique aux principes politiques d'un autre siècle les rend aveugles aux enjeux de la biopolitique contemporaine.

Les Etats « démocratiques » se- raient indifférents au sort d'un peuple européen menacé de déportation généralisée? Rien de plus absurde évidemment. Car ils ont ap-

pris, durant tout ce siècle, que les déplacements de populations leur étaient toujours préjudiciables, qu'ils menaçaient leur sécurité intérieure et leur prospérité. De sorte qu'on est en droit de considérer que les problèmes relatifs aux populations, à leur stabilité et à leur bien-être constituent aujourd'hui l'un des enjeux essentiels de la politique des Etats.

Mais alors, dira-t-on, vous voyez bien, ces Etats que vous soutenez, qui font la guerre au nom des droits de l'homme, sont loin d'être mus par les seuls motifs moraux. A quoi l'on répondra simplement que l'on savait depuis belle lurette que la politique est calcul et stratégie. Et si la vie de plusieurs centaines de milliers d'hommes et de femmes est dans le calcul et la stratégie, il vaut peut-être la peine, une fois n'est pas coutume, de mettre en cause ses propres certitudes.

Philippe Hauser est professeur de philosophie.

# Les impasses de l'antiaméricanisme

LES BOMBARDEMENTS de IOTANJ sur le Kosovo ont provoqué à l'égard des Etats-Unis, dans certains milieux intellectuels, une vague de critiques dont la virulence rappelle celle des invectives et des anathèmes du temps de la guerre froide. Ainsi les points de vue de Régis Debray, de Jean-François Kahn et de quelques autres ont-ils été jugés par Pascal Bruckner, dans *Le Monde* du 7 avril, symptomatiques d'un « fanatisme anti-yonke » et d'une « haine de l'Amérique » que l'on croyait disparus depuis longtemps. L'antiaméricanisme, « ce mélange d'airgure, de supériorité et d'ignorance », que dénongait jadis François Furet, serait-il donc de retour en France après s'être largement estompé dans les années, qui ont suivi la guerre du Vietnam ?

Pascal Bruckner est de ceux qui ont cru reconnaître dans la sévère mise en cause des Etats-Unis par les opposants à la guerre du Kosovo l'expression de ce qui est, selon lui, « l'une des plus vieilles passions de l'intelligentsia et de la classe politique française ». Il a même souligné, à l'occasion d'un colloque sur « les antiaméricanismes » organisé au Centre de recherches sur

l'Europe (EHSS) et le Center for French Civilization and Culture (New York University), que l'extrême droite, par horreur du métissage, l'extrême gauche, par hostilité au capitalisme et à l'impérialisme, et les « nationaux-souverainistes », par conviction républicaine, se rejoignent aujourd'hui pour faire de l'Amérique un « bouc émissaire ». La dernière livraison du *Nouvel Observateur* (daté 3-9 juin) ouvre à son tour le dossier sous le titre « Faut-il avoir peur de l'hyperpuissance des Etats-Unis ? » « L'antiaméricanisme est inévitable, tant l'Amérique indispose par sa réussite », écrit Laurent Joffrin, directeur de la rédaction, avant d'ajouter : « Mais il ne mène

La difficulté vient de ce que l'antiaméricanisme a un statut ambigu. Il peut relever d'un réflexe de rejet systématique de tout ce qui vient d'Amérique, effet, selon François Furet, d'un « fanatisme jaloux de pouvoir par rapport au riche », ou d'un choix politique fondé sur une analyse — juste ou non — des rapports de force.

Thomas Ferenzi

Comme l'anticonnisme de jadis, que l'on appelait souvent primaire pour le distinguer de socialisme, que l'on dit quelquefois viscéral, à donc son autre, plus argumenté, plus ouvert à la discussion, que hobbesien, au cours de la renouveau de la Sorbonne, d'« antiaméricanisme positif » et qui se définit par une volonté légitime de résister à l'hégémonie américaine, comme à toute forme d'hégémonie étrangère.

Comment passe-t-on de l'un à l'autre ? Le sociologue américain Richard Semett estime, dans un boudard rapporté par Tom Bishop, l'un des organisateurs du colloque de la Sorbonne, que l'antiaméricanisme consiste à « mépriser les Américains plus qu'il ne le faudrait ». La question est évidemment celle du seuil au-delà duquel la critique devient excessive, passionnelle, irrationnelle. Michel Wlewiorka a proposé, au cours du même colloque, d'opposer « l'antiaméricanisme comme mythe » à « l'antiaméricanisme comme idéologie ». Comme mythe, il fait des Etats-Unis « la figure du mal », en réussissant à concilier dans l'imaginaire des images contradictoires de la société américaine, sans se soucier de leur vérité. Comme idéologie, il refuse une

relation de domination qui s'affirme sur tous les plans (politique, militaire, économique, culturel) et qui procède d'une « hyperpuissance ». Certes, dans la pratique, « l'idéologie s'adapte au mythe », mais il n'est pas inutile de les distinguer.

Cette distinction, les Américains eux-mêmes, qui s'irritent souvent des prétentions françaises, ne la font pas toujours. Ainsi notre confrère John Vinocur, de l'*International Herald Tribune*, s'en est-il pris à Hubert Vedrine, ministre français des affaires étrangères, qui, dans un entretien à *Libération*, le 24 novembre dernier, avait présenté comme « le fait majeur du monde global actuel » le « poids prédominant des Etats-Unis dans tous les domaines » et s'était inquiété de ce « phénomène d'hyperpuissance ».

Face à l'« unilatéralisme » de l'Amérique, le ministre se disait résolu à « combiner amitié et volonté d'être respectés », à « défendre en toute circonstance le multilatéralisme organisé ».

Antiaméricanisme ? C'est ce qu'a suggéré le journaliste américain, en ironisant sur une telle ambition, hors de proportion, selon lui, avec la faiblesse des moyens de la France. « On a beau crier fort ici, personne n'écoute », a-t-il dit. « La France est le seul pays européen qui s'interroge constamment sur ses relations avec les Etats-Unis », a noté le politologue Ezra Suleiman, pour qui pareille attitude relève de l'« obsession ». Obsession d'autant plus douloureuse que la France est prise dans une « ambiguïté

terrible » : elle veut s'affirmer face au monde et elle est obligée de reconnaître que, toute seule, elle ne pèse plus.

Entre Français et Américains, on le voit, depuis la chute de l'empire soviétique et la disparition du « contre-modèle » communiste, le nouvel antiaméricanisme, celui d'un Régis Debray ou d'un Max Gallo, se nourrit surtout du nationalisme et que celui-ci ressemble plus à la mise en forme d'un dépit ou d'une nostalgie qu'à celle d'un projet crédible. Les antiaméricains d'aujourd'hui sont aussi, en effet, des antieuropéens. On comprend que leur posture soit perçue comme celle de donneurs de leçons coupés des réalités où, pour reprendre une formule de Michel Wlewiorka, comme « une des expressions les plus dépassées de la figure classique de l'intellectuel à la française ».

L'antiaméricanisme contemporain, qui ne se confond pas avec la volonté européenne de construire un monde multipolaire, dont l'Amérique ne soit pas le seul centre de décision, apparaît ainsi davantage comme une ambition politique intérieure. « Une machine de guerre pointée de la France vers la France », a estimé le sociologue Eric Fassin. « Un concept pour servir les débats franco-français », a dit le politologue Denis Lacorne. Les amis de Jean-Pierre Chevènement fustigeaient naguère la « gauche anticaroline » pour mieux imposer leur propre conception de la gauche. Les dérives du multiculturalisme « à l'américaine » servent aujourd'hui à défendre l'universalisme français, et

Thomas Ferenzi

les particularités de la « démocratie » aux Etats-Unis permettent d'exalter, par contraste, les valeurs de la « République » en France.

Toutefois, comme l'a fait observer Eric Fassin, « la force symbolique du discours est d'autant plus grande que la connaissance est faible ». A toutes les époques de l'antiaméricanisme en France — à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis au lendemain de la guerre de Sécession, pendant la guerre froide enfin —, les Etats-Unis ont tenu lieu de contre-modèle, au risque d'une simplification, voire d'une déformation, de la réalité, pour nourrir les controverses fittées que l'Amérique était décidément différente de la France et que l'une était, en quelque sorte, le négatif de l'autre. Au moment où le modèle français se transforme sous l'effet d'une mondialisation dominée par les Etats-Unis, il n'est pas étonnant que ces thèmes resurgissent. Pour éviter qu'ils ne relèvent de la seule incantation, il serait préférable de tenter de voir l'Amérique telle qu'elle est, et non telle qu'on voudrait qu'elle fût pour les besoins de la polémique.

# La trahison

# des intellectuels

*C'est des Etats-Unis que l'intellectuel palestinien Edward W. Said a suivi la guerre du Kosovo. Et assisté à l'émergence d'un ordre international nouveau dominé par l'« hyperpuissance » américaine, sous la bannière d'une morale qui fait, sciemment, table et condamnable en Yougoslavie, le nettoyage ethnique ne l'est pas moins en Croatie, en Turquie ou en Palestine. Abandonner l'universalisme, c'est trahir...*

Par  
**EDWARD  
W. SAID \***

**N**UL ne peut en douter : la brutalité de M. Stobodan Milosevic et la riposte de l'Alliance atlantique ont rendu la situation au Kosovo pire qu'elle n'était avant les bombardements. Les souffrances humaines ont été horribles. Et il faudra au moins une génération pour remédier à la tragédie des réfugiés et à la destruction de la Yougoslavie. Comme toute personne déplacée et dépossédée, peut en témoigner, rentrer chez soi n'est jamais aussi simple qu'il y paraît. Et rien ne peut compenser la perte de sa maison, de sa société, de son environnement, même si la vengeance simple et brutale donne parfois une illusion de satisfaction.

De ce côté, la Serbie et l'OTAN partagent la responsabilité, dans des proportions que nous ne connaissons sans doute jamais, malgré – ou à cause de – la propagande de l'une et de l'autre. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'elles ont détruit à jamais l'esprit d'une coexistence entre les différentes communautés du Kosovo. Quelques journalistes honnêtes, ici ou là, ont admis que nous ne pouvions pas encore établir, sauf à des fins politiques, le rôle respectif des bombardements de l'OTAN, des actions de l'Armée de libération du Kosovo et des brutalités individuelles ou collectives des Serbes dans l'épuration ethnique dont les albanophones ont été victimes.

\* Professeur de littérature comparée à l'université Columbia (Etats-Unis), auteur notamment de *Des intellectuels et du pouvoir*, Seuil, Paris, 1996.

Nul ne peut douter que les bombardements illégaux ont accru et accéléré l'exode de la population du Kosovo. Le haut commandement de l'OTAN n'a certainement jamais cru que le nombre des réfugiés diminuerait une fois le conflit engagé. Ni M. William Clinton ni M. Anthony Blair n'ont personnellement connu les horreurs de la guerre, combattu, fait l'expérience directe de ce que signifie la quête désespérée de la protection et de la survie. Les deux dirigeants occidentaux encouragent à la fois une condamnation morale et, s'agissant du président des Etats-Unis, comptent tenu des actions américaines au Soudan, en Afghanistan et en Irak, une inculpation pour crime de guerre. Non seulement M. Clinton a enfreint la Constitution en engageant pendant plus de deux mois les Etats-Unis dans une guerre sans l'aval du Congrès, mais il a également violé la Charte des Nations unies.

La morale élémentaire nous l'apprend : si l'on veut intervenir pour soulager la souffrance ou alléger l'injustice – en conformité avec l'idée d'intervention humanitaire que de nombreux progressistes (*liberals*) occiden-

## Une arrogance sans limites

**M**AIS c'est ce que cette crise présage pour l'avenir de l'ordre international qui me soucie le plus, comme citoyen et comme Américain. Des guerres « sûres » et « propres », durant lesquelles les personnels et les équipements américains sont pratiquement invulnérables aux attaques et aux représailles de l'ennemi, représentent des situations qui incitent à la réflexion. Comme le juriste international Richard Falk l'a noté, la structure de telles guerres ressemble à celle de la torture : alors que l'interrogateur-bourreau dispose de tous les pouvoirs, d'abord pour choisir et ensuite pour utiliser les méthodes qu'il jugera bon, sa victime, livrée au bon vouloir de son persécuteur, n'en a aucun. L'actuel statut des Etats-Unis dans le monde s'apparente à celui d'un tyran un peu stupide, mais capable d'infliger plus de dommages que n'importe quelle puissance dans l'histoire.

Le budget militaire américain est supérieur de 30 % à celui de l'ensemble des autres membres de l'OTAN. Plus de

taux ont invoqué pour justifier les bombardements –, il faut d'abord s'assurer que les moyens employés n'aggraveront pas la situation. Cette leçon, les dirigeants de l'OTAN l'ont négligée : ils se sont précipités dans la guerre de manière étonnée, sans préparation et sans informations suffisantes. Ils ont ainsi scellé de sang-froid le sort de centaines de milliers de Kosovars, expulsés et contraints de fuir. Qu'ils aient voulu échapper à la vengeance serbe ou à l'intensité des bombardements – en dépit des affirmations grotesques sur la précision des frappes –, ceux-ci ont été victimes de l'une et de l'autre.

Des centaines de milliers de réfugiés retournent actuellement dans leurs foyers sans savoir quel avenir leur attend. Autodétermination ? Occupation sans souveraineté serbe ? Occupation militaire par l'OTAN ? Partition ? Souveraineté partagée ? Selon quel calendrier ? Qui protégera les Serbes du Kosovo ? Ces interrogations-là semblent dépasser les capacités de compréhension et d'analyse des dirigeants de l'OTAN, qu'on les prenne ensemble ou séparément.

La moitié des pays de la planète ont subi – ou été menacés par – des sanctions économiques ou commerciales décrétées par Washington. Des Etats comme l'Irak, la Corée du Nord, le Soudan, Cuba ou la Libye, « parias » désignés unilatéralement comme tels par Washington, ont fait ou font les frais de la colère américaine. L'un d'entre eux, l'Irak, subit une liquidation de caractère génocidaire en raison d'un embargo dont les objectifs n'obéissent plus à une logique raisonnable – sauf la satisfaction de la vaineuse colère de l'Amérique.

Le message que nous transmettent ces faits sur la puissance américaine n'a rien à voir avec la sécurité, l'intérêt national ou des buts stratégiques clairement définis : c'est un message de force brute. Et, quand le président Clinton s'adresse aux Irakiens ou aux Serbes pour les informer qu'ils ne recevront aucune aide de la part de leur pays, il se saut s'ils changent de dirigeants, l'arrogance ne connaît plus de limites.

Le Tribunal international qui a désigné M. Milosevic comme criminel de

guerre perdrait de sa crédibilité si, selon les mêmes critères, il s'interdisait d'inculper MM. Clinton et Blair, Mme Madeleine Albright, M. Sandy Berger, le général Clark et tous ceux qui ont violé à la fois toute forme de décence et les lois de la guerre. En comparaison avec ce que M. Clinton a fait subir à l'Irak, M. Milosevic est presque un amateur.

Et la façon qu'il a d'emporter ses faits de piété et d'empathie aggrave encore sa responsabilité. Mieux vaut encore un conservateur franc du collier à un « progressiste » cynique. Les médias ont contribué à aggraver

## Pas de résistance sans mémoire

**L**ES médias ont presque toujours résisté à la tentation du doute. Ils n'ont fait que « clarifier » les positions de l'OTAN, utilisant des militaires à la retraite – jamais des femmes – pour expliquer toutes les finesses des bombardements de la terreur. De la même manière, les éditorialistes et les intellectuels « progressistes », dont c'était la guerre, portés par l'idée enthousiasmante que « nous » faisons enfin quelque chose contre le nettoyage ethnique, ont simplement détourné les yeux devant la destruction des infrastructures de la Yougoslavie, estimées à 136 milliards de dollars. Pis, les médias n'ont converti qu'à contrecoeur, quand ils l'ont fait, les mouvements d'opposition à la guerre aux Etats-Unis, en Italie, en Grèce et en Allemagne.

Conservèrent-ils le moindre souvenir de ce qui se passa au Rwanda il y a seulement cinq ans, de l'exode de 350 000 Serbes victimes des exactions des troupes croates du président Franjo Tudjman, de la poursuite des atrocités turques contre les Kurdes, de la mort de 560 000 civils irakiens ? Sans même revenir sur l'un des premiers nettoyages ethniques de l'après-guerre, celui de 1948, dont la Palestine fut témoin et victime, et qui se poursuivait jusqu'à nos jours ?

Dans l'après-guerre froide, la question continue de se poser : les Etats-Unis et leur politique militaro-économique, guidée par le profit et par l'opportunisme, continueront-ils de diriger le monde ou peut-on encore envisager une puissante résistance, intellectuelle et morale, à cette hégémonie ?

une situation déjà malsaine. Au lieu des mêmes dépassionnés, nous avons eu droit aux témoignages parvenus d'acteurs plongés dans la folie et la cruauté de la guerre. Durant les soixante-dix-neuf jours de bombardements, j'ai regardé environ trente conférences de presse de l'OTAN : je ne me souviens pas que plus de cinq ou six journalistes aient, même partiellement, contesté les inepties du porte-parole de l'organisation, M. Jamie Shea, ou de M. Javier Solana, le secrétaire général de l'Alliance, lequel a offert son âme « socialiste » à l'hégémonie globale américaine.

Pour ceux d'entre nous qui vivent aux Etats-Unis ou en sont les citoyens, le premier devoir est de démythifier le langage et les images utilisés pour justifier les pratiques asymétriques de Washington, établir un lien entre la politique suivie en Birmanie, en Indonésie, en Iran et en Israël et celle menée en Europe, montrer qu'elle relève d'une même stratégie, même quand on essaie de les faire apparaître différentes.

Il ne peut y avoir de résistance sans mémoire et sans universalisme. Si le nettoyage ethnique est un mal en Yougoslavie – qui en douterait ? –, alors il est aussi un mal en Turquie, en Palestine, en Afrique et ailleurs. Les crises ne se terminent pas quand CNN arrête de les couvrir. Si la guerre est cruelle et coûteuse, elle l'est, que les pilotes américains soient à 5 000 mètres d'altitude ou non. Si la diplomatie est toujours préférable aux moyens militaires, alors il faut utiliser la diplomatie quel qu'en soit le prix. Si la vie humaine est sacrée, alors elle ne doit pas être sacrifiée même quand la victime n'est ni blanche ni européenne.

La résistance commence toujours chez nous, face à une puissance sur laquelle nous avons prise comme citoyens. Lorsque le nationalisme se camoufle en patriotisme et prétend obéir à une démarche morale, qu'il place la loyauté à l'égard de sa propre nation au-dessus de tout, qu'il se révèle plus fort que la conscience critique, la trahison des intellectuels et leur faillite morale sont consommées.

EDWARD W. SAID.

# Leur logique et la nôtre

par Daniel Bensaid

**C**OMMENT ne pas être révolté par le martyre du peuple kosovar ?

Devant cette tragédie, nul n'a le monopole du cœur, des sentiments et des émotions. Mais la guerre est une redoutable machine à simplifier. Il faut « choisir son camp » : qui n'est pas avec moi est contre moi. « eux » ou « nous » ! Qui ça, « nous » ? « Nous » les « Occidentaux », les bien-pensants, les démocrates sans reproches ? Ce « nous »-là n'est pas le nôtre.

La logique de guerre obscurcit la pensée. Il y a déjà ceux qui escadent et jusqu'au-boutissent ; ceux qui ministre-ça-ferme-sa-gueule ; ceux qui républicains-des-deux-rives ; ceux qui mêlent le rouge et le brun ; et même ceux qui rêvent et cauchemardent à dormir debout (Romain Goupil dans votre page « Débats » du 31 mars).

La logique de guerre est celle du tiers exclu : « Ou Milosevic ou l'OTAN » ? Qui refuse de s'y plier doit s'attendre à essuyer les insultes les plus grossières et les plus infamantes (« munichois ! »). Au droit des puissants et à leur morale sélective, nous opposons une logique politique guidée par des principes qui ne sont pas à géométrie variable : ni Milosevic ni OTAN ! Arrêt des bombardements et autodétermination du Kosovo ! Naïveté ? Angélisme ? Irréalisme ?

La guerre non déclarée menée par l'OTAN poursuit – au moins deux objectifs. L'un, proclamé, (« le seul légitime » selon Alain Joxe – *Le Monde* du 3 avril) : la protection du peuple kosovar. L'autre, invisible : légitimer l'OTAN comme police du nouveau désordre mondial en Europe et en Méditerranée.

**Daniel Bensaid** est maître de conférences de philosophie à l'université Paris-VIII.

Empêcher les tueries et la « purification » entreprises par Milosevic au Kosovo ? Loïn d'y parvenir, les frappes aériennes ont contribué à amplifier et à accélérer l'exode forcé par les paramilitaires et la police serbes, dans la confusion des bombardements et en l'absence des 1 300 vérificateurs de l'OSCE préalablement retirés.

Le désastre humain est à son comble. Alors que les frappes aériennes étaient censées prévenir le pire, le résultat est accablant : déplacement massif des Albanais du Kosovo transformés en peuple pauvre, massacrés sans témoins, union sacrée autour de Milosevic en Serbie, déstabilisation durable de toute la région.

Sombre bilan du réalisme otanien. Javier Solana prétend pourtant avoir été informé à l'avance d'un plan d'expulsion des Kosovars. Comment expliquer alors, après dix jours de bombardements et d'exode, les carences et les retards de l'aide humanitaire ? Incompétence ou cynisme ?

Pour démentir l'imbroglie, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reste le fil conducteur. Ce droit à déterminer, « quand ils le désirent et comme ils le désirent, leur statut politique interne et externe sans ingérence extérieure » figure au chapitre VIII de l'Acte final de la conférence d'Helsinki. Il vaut pour le Kosovo comme pour les Kurdes, les Basques, les Ecosais (et les Palestiniens !).

L'autodétermination signifie le droit de choisir : autonomie, association, souveraineté partagée. Ce choix inclut l'indépendance, mais ne s'y réduit pas : à l'heure de la mondialisation marchande, la dislocation d'Etats plurinationaux et pluriethniques, la quête improbable d'une équation simple (un peuple homogène = un territoire = un Etat) portent en germe la purification territoriale et ethnique. Sa sinistre logique est sans limites.

comme garante du maintien de l'ordre régional. Il n'y a d'autre issue, en effet, que de faire confiance aux peuples concernés pour définir un compromis global viable, assurer des garanties réciproques pour les minorités, fournir les moyens nécessaires au retour effectif des populations déplacées et aux réparations des destructions de guerre.

Cette perspective pose la question d'une force d'interposition, non pour dicter la loi des plus forts ; mais pour garantir un compromis consenti. Sous quelle autorité ? Les troupes de l'OTAN sont disqualifiées pour une telle mission : on imagine mal les belligérants d'aujourd'hui métamorphosés demain en « soldats de la paix » reconnus par les deux camps. Toute autre solution, excluant les pays qui ont directement participé à l'intervention, peut être envisagée dans le cadre des institutions internationales : si la crise balkanique est une crise européenne, elle concerne toute l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, et non les seuls membres de l'OTAN ou de l'Union européenne.

Cette question met en évidence le second objectif – inavouable – de l'opération « Force allié ». Pendant la guerre du Golfe, on a beaucoup invoqué la « communauté internationale » et le « droit international ». Aujourd'hui, l'OTAN agit sans mandat de l'ONU. La « communauté internationale » a pratiquement disparu de sa rhétorique : il est difficile d'en appeler à cette légitimité lorsque la Russie, la Chine, l'Inde s'opposent à l'intervention.

La guerre a donc aussi pour but de redéfinir la hiérarchie et le rôle des institutions internationales. A quelques semaines du cinquième anniversaire de l'OTAN, Javier Solana est omniprésent, Kofi Annan pratiquement invisible.

La force pure dicte désormais son droit et son ordre. M. Solana assène avec une arrogance accrue : « Vous pouvez tourner la question de la présence de l'OTAN de la manière que vous voulez, mais les pays ayant prévu d'envoyer des contingents ne sont pas prêts à le faire dans un autre cadre que le nôtre. » Ce fait accompli est lourd de menaces qui débordent la tragédie des Balkans.

Depuis la disparition du pacte de Varsovie, la mission originelle de l'OTAN est caduque. Elle doit justifier autrement son maintien dans une situation mondiale bouleversée où la brutalité de la crise économique annonce des convulsions majeures. C'est l'architecture de la domination planétaire à l'encontre du nouveau siècle et la légitimation du bras armé de l'Amérique qui sont à l'ordre du jour. Dans le Golfe hier, dans les Balkans aujourd'hui, les Européens apparaissent comme les suppléants militaires de Washington. Ils n'en sont pas pour autant les vassaux. Europe et Amérique : deux empires, à la fois alliés et rivaux, se disputent le leadership mondial.

Pour les Etats-Unis, la guerre est l'occasion d'utiliser leur supériorité militaire pour réaffirmer leur hégémonie. Du côté européen, comme l'unité de l'Allemagne au siècle dernier est passée par Sadouwa et Sedan, et celle de l'Italie par Solferino, l'unité politique de l'Europe a besoin à son tour de sa guerre fondatrice.

Au lendemain des élections allemandes, certains saluaient l'avènement d'une Europe nouvelle, sociale et démocratique. Il n'a fallu que quelques semaines pour confirmer les choix d'une Europe libérale et voir la « troisième voie » devenir un sentier de la guerre. Symbolisé par la rencontre de Washington, en septembre 1998, entre Clinton, Blair et Prodi, le « nouveau centre » s'offre son baptême du feu. Il consacre la métamorphose de la social-démocratie classique, adepte de la canonniers coloniale, en social-libéralisme, adepte des frappes néo-impériales à la chirurgie approximative. Et il s'inscrit dans une fuite en avant sécuritaire au détriment des formes les plus élémentaires de la démocratie et du droit. « Pour ou contre la barbarie ? », nous demandé-t-on. Devinez ! A

On est justement horrifié des crimes perpétrés par les sbires de Milosevic, par les villages incendiés et les massacres à l'arme blanche. Mais qui peut dire de quoi seront capables demain les nouveaux

guerriers électroniques, habitués à la banalité d'une guerre sans risques, aux bombardements compassionnels, à l'administration de la ruine et de la mort à distance ? Au crime de bureau, il faut désormais ajouter le crime de laboratoire et de plateau. La barbarie de la purification ethnique n'est pas une barbarie d'un « autre âge » (comme on l'entend souvent), à laquelle s'opposerait le bien absolu de la « civilisation » au singulier. Milosevic et l'OTAN sont deux formes parfaitement contemporaines et jumelles de la barbarie moderne.

On proclame « nôtres » les bombardements sur Belgrade ? Citoyen (ne)s d'un pays belligérant, notre premier devoir est d'agir pour empêcher l'accueil inconditionnel des réfugiés et sans-papiers kosovars qui font la demande, un débat parlementaire public avec vote nominal à Paris comme à Strasbourg, l'arrêt immédiat des bombardements et le retrait de la France de l'opération « Force allié », le retour massif des observateurs civils sur le terrain.

Nous ne sommes pas « souverainistes bornés » (nous soutenons au contraire l'autodétermination du Kosovo), ni « pacifistes munichois » (le droit ne va pas sans la force qui le soutient), ni complaisants envers les crimes de guerre de Milosevic dont nous voulons la chute et la mise en jugement, ni « anti-armérisés primaires » au nom d'un euro-chauvinisme de « l'Europe » l'arrogance de la World Company.

Nous refusons simplement qu'il soit la tragédie du Kosovo soit l'occasion d'instaurer un nouvel ordre impérial, loïn, bien loïn, des souffrances des peuples des Balkans.

Daniel Bensaid

## Le mouvement contre la guerre des Balkans face à ses détracteurs. Proposition de réponse de la CNAPD

Ces derniers mois, divers auteurs s'en sont pris avec une rare virulence à ceux qui se sont prononcés contre les opérations militaires menées par l'OTAN. Au banc des accusés, à côté de spécialistes en droit international et des rares journalistes qui ont posé un regard critique sur les manoeuvres otaniennes, figure la CNAPD. Probablement pour avoir réclamé l'arrêt des bombardements lors des manifestations d'avril, mai et juin derniers.

Certaines de ces plumes n'hésitent pas à évoquer une coalition des "rouges-bruns" et à se lancer dans des comparaisons qui reviennent à confondre pacifistes et antisémites.

Nous ne réagissons pas dans ces lignes à ce type d'amalgame qu'on croyait davantage coutumier de ceux avec lesquels les chantres des droits de l'homme voudraient nous voir frayer. Nous préférons envisager les critiques formulées à l'encontre du mouvement de la paix sur un ton non-polémique. Ces critiques peuvent être résumées en cinq points:

- 1) la mise sur pied d'égalité des frappes de l'OTAN et de la purification ethnique;
- 2) notre inaction par rapport aux événements qui secouent le Kosovo depuis 1989;
- 3) notre manque de cohérence vis-à-vis des mouvements de libération nationale. Tantôt condamnation des exactions de l'UCK, tantôt minimisation des excès des luttes de libération anti-impérialistes;
- 4) notre anti-américanisme dogmatique qui nous pousse à ne réagir aux atteintes aux droits de l'homme et aux droits des peuples que quand elles relèvent de régimes soutenus par les États-Unis;
- 5) notre lecture "totalitaire" de l'histoire et de l'actualité qui ferait systématiquement disparaître le politique sous l'économique.

Nous commencerons par répondre aux deux derniers points censés constituer le fil rouge de notre pensée. À rebours de la tendance actuelle, prompte à ne s'alarmer qu'à la vue d'images de files de réfugiés et de corps mutilés, la CNAPD tente modestement de développer une approche contextuelle des conflits qui intègre leurs dimensions économique, sociale et géopolitique. Ce cheminement intellectuel nous conduit à nous interroger sur les aspects cachés des guerres et des affrontements armés. Il nous paraît que leurs racines sont sans doute moins ethniques ou religieuses qu'économiques. L'injustice sociale, la pauvreté endémique, un commerce international débridé, l'absence de scolarisation pour la majorité des enfants du Tiers Monde sont, à nos yeux, à la source des instabilités.

Et, en effet, à terme ces instabilités débouchent sur des affrontements ethniques, des guerres civiles ou des conflits armés entre états. Nous ne pensons pas que ce soit un hasard s'il y a concomitance entre la dégradation de la situation économique des pays du sud, en particulier africains, et l'amplification des conflits armés dans ces pays. Leur atomisation et leur multiplication se produisent à l'heure où ces pays sabrent les maigres budgets réservés à l'éducation, à la santé et au secteur social en général. Confrontés à une dette colossale consentie ces vingt dernières années suite aux prêts contractés auprès des banques avec la bénédiction des institutions financières internationales, ces pays se voient imposer aujourd'hui, par ces mêmes institutions, des programmes d'ajustements qui rendent caduque toute dynamique de développement impulsée par les états.

On observe également que les ressources naturelles dont ils disposent sont confisquées au profit d'une oligarchie qui détient les rênes du pouvoir avec le soutien des puissances occidentales et des entreprises qui y détiennent des intérêts. Ces entreprises, tout en puisant dans ces immenses réservoirs, exercent une pression à la baisse sur le cours des matières premières, privant quantité de petits agriculteurs des rentrées pouvant assurer leur subsistance.

Promptes à imposer leurs directives économiques aux états débiteurs, la Banque mondiale et le FMI se montrent moins énergiques lorsqu'il s'agit de menacer les pays qui ne respectent ni les droits de l'homme, ni ceux des peuples, ni la préservation d'un développement durable.

Ces institutions financières ont pour credo la libéralisation totale des marchés, la libre circulation des capitaux, le démantèlement des systèmes de contrôle des états et des structures de protection sociale. Ce "modèle de développement" qui a "fait ses preuves" aux États-Unis et en Grande-Bretagne est en train de s'imposer à l'échelle mondiale avec la collaboration de certains dirigeants de la "nouvelle gauche".

Ce que certains zéloteurs des droits de l'homme considèrent comme un anti-américanisme primaire

correspond en réalité à la conviction que le modèle de société développée depuis les Etats-Unis et encouragé par les institutions internationales (FMI, l'OMC, Banque mondiale, OCDE...) constitue une menace pour la stabilité sociale, politique et économique des pays du nord comme du sud.

Quant à notre lecture de l'histoire qui ferait disparaître le politique sous l'économique, l'évolution des rapports de force entre les différentes sphères de pouvoir tend à accréditer cette thèse. A l'heure où les lobbyistes peuplent les couloirs du pouvoir, à Bruxelles comme à Washington, quand le spécialiste en communication a détrôné le conseiller éclairé auprès des "grands" de ce monde et quelques semaines après qu'un milliardaire à la recherche de notoriété se soit offert deux anciens chefs d'état, et non des moindres, en guise de cadeau d'anniversaire, il nous paraît légitime de s'interroger sur la localisation des véritables lieux de décision. Libre aux aveugles de considérer que le bien être du peuple dépend toujours du bon vouloir du prince.

Venons-en maintenant aux reproches qui nous sont formulés quant au cas particulier du Kosovo. En premier lieu, notre prétendu manque de cohérence par rapport aux aspirations nationalistes de certaines populations. Reprécisons d'emblée que la CNAPD a toujours défendu le principe d'autodétermination des peuples. Comment pourrions-nous soutenir les peuples palestiniens, sahraouiens et Est-timorais dans leur lutte pour plus d'autonomie en déniaient ce droit au peuple kosovar? A fortiori quand celui-ci fait l'objet depuis des années d'une politique d'isolement et d'humiliation.

Néanmoins, il est tout aussi clair que la CNAPD se doit de privilégier un soutien à des mouvements qui défendent une solution négociée et pacifique, qui représentent les aspirations de la majorité de leur population et qui sont soucieux d'instaurer une société démocratique. Nous considérons que dans le cas du Kosovo, seule la Ligue Démocratique du Kosovo et son leader Ibrahim Rugova rencontrent ces critères. Ce n'est certainement pas le cas de l'UCK, tant sur le plan des méthodes que de l'idéologie. En témoigne l'utilisation du légitime sentiment de vengeance du peuple kosovar à des fins purement stratégiques - la mise à mort du multiethnisme - dont font pour l'instant les frais les tsiganes et les serbes du Kosovo. L'allusion au combat incarné par Monsieur Rugova nous amène à envisager notre prétendue inaction par rapport à la politique menée depuis dix ans par le régime serbe.

Il est vrai, qu'à l'époque, la chute du mur de Berlin a provoqué une remise en question au sein du mouvement de la paix et, au même moment, la CNAPD a dû réagir à la percée de l'extrême droite en Belgique. Pour ces raisons, nous avons été moins présents que par le passé sur le terrain de la paix. Il n'en demeure pas moins que, par le biais de ses organisations membres, notre coordination a soutenu l'opposition progressiste serbe et les mouvements démocratiques du Kosovo<sup>1</sup>.

Enfin, il est manifeste que le reproche qui nous est fait de mettre sur un pied d'égalité les bombardements de l'OTAN et l'épuration ethnique relève d'une évidente mauvaise foi. Laisser entendre que rejeter les bombardements de l'OTAN revient à nier les épurations ethniques ou du moins à les minimiser relève d'une stratégie manipulateur inqualifiable. Concernant les victimes humaines du conflit, nous n'avons jamais voulu établir une graduation sur l'échelle de l'horreur. La souffrance vécue par le peuple kosovar est incommensurable puisqu'elle est le fruit d'une atteinte caractérisée aux droits de l'homme les plus fondamentaux et parce qu'elle constitue un dramatique exemple d'oppression de tout un peuple pour des raisons, notamment, d'ordre ethnique.

Néanmoins, on ne peut prétendre que la vie d'un être humain vaut plus que celle d'un autre parce que l'un figure du côté d'un peuple "martyr" et l'autre d'un peuple "opresseur". Une telle logique est terriblement réductrice et conduit à tirer un trait pour plusieurs générations sur tout scénario de réconciliation pourtant vital. Ces intellectuels tellement attachés aux droits de l'homme n'hésitent pourtant pas à franchir le pas. Ainsi Monsieur Mihali ne désigne-t-il pas le peuple serbe comme "l'auteur collectif de ces crimes". Une telle position nous paraît indéfendable et il est évident que la CNAPD se doit de réaffirmer sa confiance dans les processus visant à la réconciliation et à la stabilisation des pays touchés par des conflits armés. La seule et unique manière d'y arriver est celle de la négociation, certainement pas celle des armes. Non pas celle imposée par l'OTAN mais celle soutenue par les Nations Unies, la seule organisation internationale légitime sur ce terrain. Tenter de discréditer l'ONU, comme s'y attellent certains, revient à faire le choix d'un bond de cinquante ans en arrière. Ce choix suicidaire n'est pas le nôtre...

Denis Grégoire  
Permanent de la CNAPD

---

<sup>1</sup> Tenue d'un stand en collaboration avec des réfugiés kosovars dans le cadre de l'exposition "Un voyage pas comme les autres" par CNAPD, accueil de déserteurs serbes, exposition de photos sur les manifestations contre Milosevic de l'hiver 97 et diffusion du film "Ghetto" produit par la radio B92 par le MIR-IRG, organisation d'une Conférence sur le Kosovo par Solidarité Socialiste, etc.

**O.M.C.**

## Manifestation

**POUR UN COMMERCE PLUS JUSTE!**

**le mercredi 22 septembre 99 à 17h**

Place du Petit Sablon - 1000 Bruxelles  
à proximité du Ministère des Affaires Étrangères

Une initiative des Magasins du monde-CNEFM en réseau avec des organisations de solidarité internationale,  
de consommateurs et de travailleurs. Info: 02/332.01.10

## Action Pétrole ou Birmanie

Rassemblement pour:

-rappeler la directive européenne votée par le PE  
-mettre la question du commerce avec la Birmanie à l'agenda du Conseil de l'Europe

**Le 9 septembre 99  
devant le Parlement Européen (quartier Léopold)**

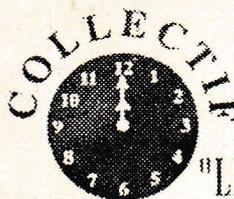
Pour infos,not. heure de rass., contactez  
l'Assemblée Générale des étudiants de Louvain:  
010/45.08.88 ou 02/764.43.24

**Manifestation Nationale pour exiger  
le départ des 10 bombes nucléaires  
entreposées à Kleine Brogel**

**Le 1er octobre 99**

Org. par: Forum voor Vredeactie, Voor Moeder Aarde,  
Assoc. des Étudiants pour la prévention de la guerre  
Nucléaire, Coalition Européenne pour l'Interdiction des  
Essais Nucléaires

**Rsg: 065/ 37 37 32 - 065/37 37 33 ou  
02/376 10 93**



**"LES MIDIS DU TIERS-MONDE"**

A la Maison du Développement  
9 quai du commerce à 1000 Bruxelles ☎ 02/250.12.30

**Jeuudi 16 septembre 1999  
de 12H15 à 14H00**

**Présentation du rapport mondial sur le  
développement humain 1999:  
L'ère de la mondialisation...et le Sud ?**

Rencontre-débat avec

**Le Docteur Pierre Harzé**

Consultant au Programme des Nations Unies pour le  
Développement, chargé des relations entre les organisations  
internationales et les ONG

et

**Denis Horman**

Chercheur au GRESEA

(Groupe de Recherche pour une Stratégie Economique  
Alternative)

### Références des textes sélectionnés:

Les "rouges-bruns" et le Kosovo in *Le journal du mardi*, n°5, 29/06 - 05/07/99, p.26-29  
Kosovo: une certaine gauche au bénéfice du crime in *La Revue Nouvelle*, juillet-août 99, p.16-21  
La démocratie n'est pas très érotique in *La Revue Nouvelle*, juillet-août 99, p.22-25  
Les impasses de l'antiaméricanisme in *Le Monde*, 09/06/99

*Leur logique et la nôtre*, *Le Monde*, 09/04/96

*La trahison des intellectuels* in *Le Monde Diplomatique*, août 99